

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

9 septembre 2010

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**visant à introduire la clause  
de l'Européenne la plus favorisée**

(déposée par  
Mme Colette Burgeon et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2010

9 september 2010

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**over de instelling van een  
meestbegunstigingsclausule  
ten voordele van de Europese vrouw**

(ingedien door  
mevrouw Colette Burgeon c.s.)

0112

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	:	socialistische partij anders
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
Abréviations dans la numérotation des publications:		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 <sup>e</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
<p>Commandes:            Place de la Nation 2            1008 Bruxelles            Tél. : 02/ 549 81 60            Fax : 02/549 82 74  <a href="http://www.laChambre.be">www.laChambre.be</a>            e-mail : <a href="mailto:publications@laChambre.be">publications@laChambre.be</a></p>	<p>Bestellingen:            Natieplein 2            1008 Brussel            Tel. : 02/ 549 81 60            Fax : 02/549 82 74  <a href="http://www.deKamer.be">www.deKamer.be</a>            e-mail : <a href="mailto:publicaties@deKamer.be">publicaties@deKamer.be</a></p>

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de résolution DOC 52 1044/001.

L'inégalité entre les hommes et les femmes est un phénomène global touchant tous les pays d'Europe, depuis des siècles. Ces dernières décennies ont cependant vu la condition de la femme s'améliorer sensiblement, suite aux nombreuses actions menées par les femmes. Ces actions ont conduit chaque citoyen et citoyenne à cette prise de conscience de l'égalité entre les sexes. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux progrès ont ainsi été accomplis. Les femmes ont obtenu divers droits individuels qui leur étaient jusqu'alors refusés: droit de vote, droit d'exercer une activité professionnelle sans demander l'autorisation du mari, droit d'exercer l'autorité parentale à égalité avec le père, droit d'accès aux études, etc. Le travail est cependant loin d'être achevé et l'on constate, malgré l'existence de nombreux outils juridiques européens et internationaux, de nombreuses disparités toujours existantes entre les femmes et les hommes.

Ces déséquilibres entre les femmes et les hommes continuent de marquer tous les domaines de la vie et il devient de plus en plus clair qu'il faut trouver aujourd'hui de nouvelles approches, de nouvelles stratégies et de nouvelles méthodes pour arriver à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi confrontées aux inégalités depuis toujours, les femmes subissent de plein fouet les effets des politiques libérales dont les conséquences les frappent, davantage et plus durement que les hommes. Pour aller à l'encontre de cette tendance, les auteurs proposent de donner un statut juridique unique à la femme européenne qui soit aligné, dans chaque domaine, sur les clauses les plus favorables existant dans les divers pays de l'Union européenne.

Les femmes, en Europe comme en Belgique, représentent un peu plus de la moitié de la population totale, comme du corps électoral. Cette parité démographique et électorale est cependant trompeuse, car la situation des femmes en Europe fait apparaître de nombreuses disparités entre les États membres, ainsi qu'à l'intérieur même des États, malgré la lutte des femmes ces dernières décennies en faveur de l'émancipation, de la conquête de leurs droits les plus élémentaires et de l'égalité professionnelle.

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt, mits een aantal aanpassingen, de tekst over van het voorstel van resolutie DOC 52 1044/001.

De ongelijkheid van mannen en vrouwen is in alle Europese landen al eeuwenlang een gegeven. Door de talrijke acties van vrouwen is hun situatie de laatste decennia echter aanzienlijk verbeterd. Mannen en vrouwen zijn doordrongen geraakt van het besef dat beide geslachten gelijk zijn, en zo is in de loop van de twintigste eeuw op veel vlakken vooruitgang geboekt. Vrouwen hebben een aantal individuele rechten verkregen die zij tot dan toe niet hadden: stemrecht, het recht om een beroepsactiviteit uit te oefenen zonder de toestemming van hun man, het recht om het ouderlijk gezag uit te oefenen op gelijke voet met de vader, het recht op onderwijs enzovoort. Het eindpunt is echter nog niet bereikt: ondanks de talrijke Europese en internationale rechtsinstrumenten bestaat er nog altijd ongelijkheid tussen mannen en vrouwen.

Alle aspecten van het leven blijven gekenmerkt door een gebrek aan evenwicht tussen mannen en vrouwen. Het wordt dan ook steeds duidelijker dat nu moet worden gezocht naar nieuwe strategieën en methoden om de gendergelijkheid te verwezenlijken.

Bovenop de reeds bestaande ongelijkheid worden vrouwen nu ook zwaarder dan mannen getroffen door de gevolgen van het liberaliseringsbeleid. Om dit tegen te gaan, stellen de indieners voor de Europese vrouw een eenvormig rechtsstatuut te geven, dat op alle vlakken gebaseerd is op de meest gunstige bepalingen uit de wetgeving van de lidstaten van de Europese Unie.

In Europa, dus ook in België, maken de vrouwen iets meer dan de helft van de totale bevolking en van het kiezerskorps uit. Deze demografische en electorale gelijkheid is evenwel misleidend: de situatie van de vrouwen in de verschillende EU-lidstaten, en zelfs binnen de Staten zelf, is erg uiteenlopend, ondanks de strijd die de vrouwen de laatste decennia hebben gevoerd voor hun emancipatie, hun meest elementaire rechten en hun professionele gelijkheid.

L'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'être atteinte au sein des États membres, particulièrement dans le domaine du travail, où les femmes subissent encore de nombreuses discriminations, tant dans l'accès à l'emploi que dans le niveau des rémunérations, les parcours professionnels, l'accès aux responsabilités et la prise de décision. Pour beaucoup des 240 millions d'europeennes, maintenir un équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle est un combat permanent.

Il arrive cependant encore fréquemment, lorsque l'on souligne ces inégalités qui persistent entre les femmes et les hommes dans notre société, que l'on s'entende répondre que les femmes ont aujourd'hui tout obtenu et qu'on ne voit pas ce qu'elles pourraient encore réclamer. Mais si cette réponse est vraie en droit, puisqu'aucune discrimination légale n'est plus autorisée, on est loin du compte quand on observe les faits. Les femmes souffrent toujours d'importantes discriminations.

La pauvreté et la précarité touchent davantage les femmes que les hommes: chômage, emplois sous-payés, risque de surendettement, etc.

Même constat en ce qui concerne la violence; elle atteint davantage les femmes sous ses diverses formes et est encore largement répandue dans tous les pays européens. Une analyse globale montre qu'un cinquième à un quart de toutes les femmes européennes ont subi des violences physiques au moins une fois dans leur vie d'adulte et plus d'un dixième des femmes ont subi des violences sexuelles avec usage de la force<sup>1</sup>.

Le domaine professionnel n'y échappe pas, et tant au niveau de l'embauche, des revenus ou de la carrière, les inégalités sont patentées par rapport aux hommes.

Selon l'Eurobaromètre de mars 2006<sup>2</sup>, 56,3 % des femmes d'Europe ont une activité professionnelle. Parmi elles, 32,6 % travaillent à temps partiel, alors que seulement 7,3 % des hommes qui travaillent le font à temps partiel. Environ un tiers (32 %) des cadres sont des femmes. En ce qui concerne la répartition des travaux domestiques, on constate que la participation des hommes est en moyenne deux fois moins importante que celle des femmes. Si l'écart en termes d'heures consacrées aux travaux domestiques par jour est le plus étroit dans le couple suédois (3 h 42 pour la femme contre 2 h 29 pour l'homme), il est par contre le plus grand entre l'Italienne, qui accomplira 5 h 20 de tâches domestiques par jour, et son mari, seulement 1 h 35. Ce sont les

De gendergelijkheid is nog lang niet bereikt in de lidstaten, in het bijzonder wat werk betreft. Vrouwen worden immers nog zwaar gediscrimineerd inzake de toegang tot de arbeidsmarkt, het loon, de loopbaan, verantwoordelijke posities en de besluitvorming. Veel van de 240 miljoen Europese vrouwen moeten voortdurend strijd leveren om gezin en werk op elkaar af te stemmen.

Wie wijst op de blijvende ongelijkheid tussen mannen en vrouwen in onze samenleving, krijgt echter vaak te horen dat vrouwen alles al hebben verkregen en dat zij geen reden meer hebben om te zeuren. De jure klopt dat misschien wel, aangezien wettelijke discriminatie verboden is, maar de facto zien de zaken er toch heel anders uit. Vrouwen worden nog steeds zwaar gediscrimineerd.

Armoede en bestaanszekerheid treffen vrouwen zwaarder dan mannen: werkloosheid, slecht betaalde jobs, risico op overmatige schuldenlast enzovoort.

Vrouwen worden ook vaker het slachtoffer van geweld in al zijn vormen. In alle Europese landen is geweld tegen vrouwen nog steeds een wijdverspreid fenomeen: een algemene analyse heeft aangetoond dat een vijfde tot een vierde van alle Europese vrouwen als volwassene minstens één keer te maken krijgt met fysiek geweld, en dat meer dan een tiende van de vrouwen het slachtoffer wordt van seksueel geweld<sup>1</sup>.

Ook op professioneel vlak is er een flagrante ongelijkheid tussen mannen en vrouwen, zowel op het vlak van de aanwerving, als van het loon en de loopbaan.

Volgens de Eurobarometer van maart 2006<sup>2</sup> oefenen 56,3 % van de Europese vrouwen een beroepsactiviteit uit. Van hen werken 32,6 % deeltijds, tegen slechts 7,3 % van de mannen. Ongeveer een derde (32 %) van de kaderleden zijn vrouwen. Wat de verdeling van de huishoudelijke taken betreft, stelt men vast dat mannen gemiddeld slechts half zoveel presteren als de vrouwen. Het verschil in uren die dagelijks worden besteed aan huishoudelijke taken is het kleinst in Zweden (4,42 uren voor de vrouw en 2,29 uren voor de man), en het grootst in Italië, waar de vrouw dagelijks 5,20 uren besteedt aan huishoudelijke taken en de man slechts 1,35 uur. Dat zijn de twee uitersten, maar zelfs in het beste geval blijft de ongelijkheid dus bestaan. Wat de inkomsten betreft,

<sup>1</sup> "Combattre la violence à l'égard des femmes", Étude du bilan des mesures et actions prises dans les États membres du Conseil de l'Europe, 2006.

<sup>2</sup> Eurostat: statistiques relatives aux femmes et aux hommes dans l'Union européenne des 25, mars 2006.

<sup>1</sup> "Combattre la violence à l'égard des femmes", Étude du bilan des mesures et actions prises dans les États membres du Conseil de l'Europe, 2006.

<sup>2</sup> Eurostat: Statistiques relatives aux femmes et aux hommes dans l'Union européenne des 25, maart 2006.

deux extrêmes, et, pourtant, on voit que, même dans le meilleur des cas, l'inégalité domine. Quant aux revenus, les données de l' Eurostat parlent d'une différence de rémunération entre les hommes et les femmes de 15 % à 25 % (calculé sur base du salaire horaire brut), ce qui signifie que les femmes gagnent 15 % à 25 % de moins que les hommes.

Les mêmes discriminations ou disparités se retrouvent aussi au niveau politique où la sous-représentation des femmes demeure flagrante dans la vie publique. La moyenne de parlementaires féminins se situe à 21,5 % dans Union européenne. Avec 45 % de femmes au Parlement et un gouvernement paritaire depuis 1994, la Suède est le pays le plus proche d'une réelle égalité en politique.

On le voit, il reste encore des écarts significatifs à combler. Les différences entre une Europe du Nord, très égalitaire, et le reste de l'Europe, qui l'est nettement moins.

Il convient cependant de reconnaître que c'est l'Europe qui a, en grande partie, fait évoluer la législation des États membres, en posant les bases juridiques du principe d'égalité.

Jacqueline Nonon, fondatrice du bureau pour l'Égalité des chances à la Commission européenne, affirmait: "La cause des femmes passe par l'Europe". En effet, sans l'Europe, les pays membres ne se seraient pas dotés de législations nationales pour promouvoir l'égalité entre les sexes.

L'Europe offre depuis 1957 dans le Traité de Rome un cadre juridique, notamment dans son article 119, où est posé le principe de l'égalité de rémunération.

Ensuite, le Traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997, a donné, dans son article 2, pour mission à la Communauté de promouvoir l'égalité. Il précise, dans son article 141, paragraphe 4, qu'il est possible de prendre des mesures dites d'actions positives au bénéfice des hommes ou des femmes sous-représentés.

La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, solennellement proclamée à Nice le 7 décembre 2000, traite de la dimension de l'égalité des sexes dans ses articles 21, 23 et 33. Parmi ses dispositions, l'article 23 consacre le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, en prévoyant la possibilité de mettre en œuvre des actions positives. Cet article élargit considérablement le champ d'intervention de l'égalité car il vise tous les domaines, et pas seulement les questions d'emploi, de travail et de rémunération.

blijkt uit de gegevens van Eurostat dat het verschil in loon tussen mannen en vrouwen 15 tot 25 % bedraagt (berekend op basis van het bruto-uurloon), wat dus betekent dat vrouwen 15 tot 25 % minder verdienen dan mannen.

Ook op politiek vlak bestaan dezelfde vormen van discriminatie en ongelijkheid: vrouwen zijn er nog steeds flagrant ondervertegenwoordigd. Gemiddeld zijn er in de Europese Unie 21,5 % vrouwelijke parlementsleden. Met 45 % vrouwen in het Parlement en (sinds 1994) een paritair samengestelde regering, komt Zweden het dichtst in de buurt van een echte gelijkheid op politiek vlak.

Er moeten dus kennelijk nog aanzienlijke kloven worden gedicht. Er zijn grote verschillen tussen het zeer égalitaire Noord-Europa en de rest van Europa.

Toch moet worden toegegeven dat Europa in grote mate heeft gezorgd voor de ontwikkeling van de wetgeving van de lidstaten, door de juridische grondslag van het gelijkheidsbeginsel vast te stellen.

Jacqueline Nonon, stichter van het Bureau voor de Gelijkheid van Kansen in de Europese Commissie, stelde: "La cause des femmes passe par l'Europe". Zonder Europa zouden de lidstaten immers geen nationale wetten hebben goedgekeurd om de gendergelijkheid te bevorderen.

Sinds 1957 biedt Europa in het Verdrag van Rome een juridisch kader, met name in artikel 119, dat het principe van de gelijke beloning vaststelt.

Vervolgens werd de Gemeenschap in artikel 2 van het Verdrag van Amsterdam, ondertekend op 2 oktober 1997, opgedragen de gelijkheid te bevorderen. In artikel 141, paragraaf 4, van dat Verdrag, wordt verduidelijkt dat de lidstaten positieve acties mogen ondernemen ten voordele van ondervertegenwoordigde mannen of vrouwen.

Het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, plechtig afgekondigd in Nice op 7 december 2000, behandelt de gendergelijkheid in de artikelen 21, 23 en 33. Artikel 23 bevestigt de principiële gelijkheid van mannen en vrouwen op alle gebieden en maakt positieve acties mogelijk. Dit artikel breidt de werkingssfeer van het gelijkheidsbeginsel aanzienlijk uit: de gelijkheid moet worden gewaarborgd op alle gebieden, en niet alleen op het vlak van werkgelegenheid, beroep en beloning.

En parallèle, les textes normatifs se sont multipliés et de nombreuses directives européennes ont vu le jour (14 directives au total) et concernent l'égalité de traitement dans l'accès à l'emploi, la formation, la promotion professionnelle et les conditions de travail.

Au cours des années 1980, la Cour de justice européenne a également joué un véritable rôle précurseur, c'est-à-dire que ses jugements pallient certains des blocages du Conseil, voire qu'ils inspirent le contenu de futures directives. Quand, par exemple, elle rend, en octobre 1989, l'arrêt Danfoss, qui fait un premier pas dans le sens du renversement de la charge de la preuve, afin que ce soit à l'employeur de démontrer que sa politique salariale n'est pas discriminatoire, elle va dans le sens d'une proposition de directive de la Commission sur le sujet.

C'est ainsi que l'Europe en marche, la modernité, les nombreuses directives européennes pour l'égalité des femmes et des hommes, leur place reconnue dans le développement et l'avancée des pays sont autant d'impulsions qui ont conduit à une évolution, parfois significative, de la législation dans certains États-membres et non-membres, comme la Norvège qui a voté une loi exigeant 40 % de femmes dans les conseils d'administration.

En Espagne, la loi-cadre du 28 décembre 2004 relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre, proposant une approche multidisciplinaire de la prévention et du traitement de la violence de genre, est une première en Europe. Toujours en Espagne, la loi 34/1988, modifiée en 2004 pour viser la publicité sexiste, considère comme illicite les publicités portant atteinte à la dignité humaine ou violant les droits reconnus aux femmes.

La Suède, reconnue par l'ONU en 1995 comme pays "le plus égalitaire du monde", connaît depuis 1974 une politique égalitaire de l'enfance, et cela en remplacement des congés de maternités par des congés parentaux rémunérés et en développant parallèlement le service public de l'enfance qui garantit en pratique une place en crèche pour tous les enfants. Ces mesures ont permis de booster la place de la femme dans les sociétés nordiques en évitant leur exclusion. Le système suédois devrait servir de modèle à de nombreux autres pays européens.

La Belgique dispose elle aussi de législations importantes visant à lutter contre les discriminations à l'égard des femmes, notamment la loi anti-discrimination qui vise à mettre un terme aux situations où des personnes sont victimes de discriminations liées à leur sexe, ou encore l'article 10 de la Constitution qui pose le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Tegelijk is het aantal normatieve teksten enorm toegenomen en zijn talrijke — 14 in totaal — Europese richtlijnen uitgevaardigd betreffende de gelijke behandeling met betrekking tot de toegang tot werk, (beroeps) opleiding en de arbeidsomstandigheden.

In de jaren '80 heeft het Europees Hof van Justitie ook een voortrekkersrol gespeeld: zijn arresten hebben bepaalde blokkeringen in de Raad verholpen en de inhoud van latere richtlijnen voorbereid. Zo heeft het Hof in oktober 1989 het arrest-Danfoss gewezen, waarin een eerste stap werd gezet naar de omkering van de bewijslast, waarbij de werkgever moet aantonen dat zijn loonbeleid niet discriminerend is. Dit arrest ging in de richting van een later voorstel van richtlijn van de Commissie.

Het veranderende Europa, de moderne tijd, de talrijke Europese richtlijnen voor de gendergelijkheid, alsook hun onbetwistbare bijdrage tot de ontwikkeling en de vooruitgang van de landen, zijn allemaal impulsen die hebben geleid tot een soms aanzienlijke verandering van de wetgeving in bepaalde lidstaten en niet-lidstaten, zoals Noorwegen, dat een wet heeft goedgekeurd waarin wordt bepaald dat raden van bestuur 40 % vrouwen moeten tellen.

In Spanje stelde de kaderwet van 28 december 2004 houdende maatregelen van integrale bescherming tegen gendergeweld een multidisciplinaire aanpak in van de preventie en de behandeling van gendergeweld. Deze wet was de eerste in zijn soort in Europa. Nog steeds in Spanje verbiedt wet nr. 34/1988 reclame die de menselijke waardigheid of de rechten van de vrouw schendt. In 2004 is de wet gewijzigd om ook seksistische reclame te verbieden.

Zweden, in 1995 door de VN erkend als "het meest égalitaire land ter wereld", voert sinds 1974 een égalitair gezinsbeleid en heeft de moederschapsverloven vervangen door betaalde ouderschapsverloven. Tegelijk zijn de openbare gezinsdiensten sterk ontwikkeld, zodat in de praktijk voor alle kinderen plaats is in een crèche. Op die manier worden vrouwen niet langer uitgesloten uit de Noord-Europese maatschappij. Tal van andere Europese landen zouden zich door het Zweedse systeem moeten laten inspireren.

Ook België heeft wetten om discriminatie van vrouwen te bestrijden. Zo wil de antidiscriminatiewet een einde maken aan geslachtsgebonden discriminatie, en bekraagt artikel 10 van de Grondwet de principiële gelijkheid van mannen en vrouwen.

La Belgique est l'un des premiers États dans le monde à avoir pris une législation aussi complète qui fixe dans la loi le principe du "*gender mainstreaming*", soit l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques. La question du genre devra désormais être prise en compte tout au long des processus décisionnel et opérationnel. Chaque mesure, chaque action du gouvernement, sera désormais évaluée avant sa mise en œuvre, afin d'étudier l'effet qu'elle risque de produire sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et afin d'éviter ou de corriger d'éventuels effets pervers.

Il est, par contre, inquiétant de constater que la Pologne, l'Irlande, Malte et le Portugal maintiennent la criminalisation de l'avortement. Or, rien n'est plus contagieux que le retour en arrière, surtout pour les acquis des femmes. La dignité et la liberté de choisir des Européennes ne seraient-elles réservées qu'à la Belge, à l'Espagnole, à la Française ou à certaines autres privilégiées?

Cette Europe, qui est aussi l'Europe des 240 millions de femmes, peut-elle reconnaître la dignité des femmes, l'égalité des sexes dans certains de ses pays, et les fouler aux pieds pour d'autres?

Non, l'Europe doit gommer ces différences, en imposant un modèle européen unique, qui pourra aussi servir d'exemple pour les femmes des autres continents.

Les auteurs plaident dès lors en faveur d'un statut législatif unique pour toutes les Européennes, à partir des lois qui, dans tous les domaines, leur sont les plus favorables dans chaque pays de l'Union européenne. Cette clause de l'Européenne la plus favorisée, synthèse des meilleures lois de chaque pays, cimentera l'Europe des femmes.

Cette clause imaginée et élaborée par Gisèle Halimi et son association, dénommée Choisir la cause des femmes, est définie ainsi: "Les termes font sens. Faire choix dans chaque État membre du droit des femmes au niveau le plus élevé et en doter l'Européenne, en un statut unique".

Celle-ci pense en effet qu'"il nous faudra convaincre. Convaincre qu'un changement qualitatif de l'Europe adviendrait si cette clause devenait la jauge de la justice et de l'égalité entre femmes et hommes. Nous ferons un bouquet juridique de ces avancées pour l'offrir à chaque Européenne. Parce qu'elle est une citoyenne à part entière".

België is één van de eerste Staten ter wereld die het beginsel van de "gendermainstreaming" in de wet heeft vastgesteld, wat inhoudt dat de gendergelijkheid op alle beleidsdomeinen wordt geïntegreerd. In het besluitvormings- en uitvoeringsproces moet steeds rekening worden gehouden met de genderkwestie. Elk maatregel, elk optreden van de regering wordt voortaan vóór de uitvoering geëvalueerd om na te gaan welke gevolgen er kunnen zijn voor de gendergelijkheid, en zo eventuele kwalijke gevolgen te voorkomen of bij te sturen.

Het is evenwel verontrustend dat abortus in Polen, Ierland, Malta en Portugal een misdaad blijft. Niets wordt sneller nagevolgd dan een slecht voorbeeld, vooral wanneer het de verworvenheden van vrouwen betreft. Zullen voortaan alleen Belgische, Spaanse, Franse of andere bevoordeerde Europese vrouwen recht hebben op waardigheid en vrije keuze?

Kan Europa, dat toch ook het Europa is van 240 miljoen vrouwen, de waardigheid van vrouwen, en de gelijkheid van de geslachten erkennen in bepaalde lidstaten en terzijde schuiven in andere?

Europa moet deze verschillen wegwerken door een eenvormig Europees model op te leggen, dat ook de vrouwen in andere werelddelen tot voorbeeld kan strekken.

De indieners pleiten dan ook voor een eenvormig wettelijk statuut voor alle Europese vrouwen, op basis van de voor hen op alle gebieden meest gunstige wetten uit de verschillende EU-lidstaten. Deze meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw zal een synthese vormen van de beste wetten uit elk land, en aan de basis liggen van het Europa van de vrouwen.

Deze clausule werd bedacht en uitgewerkt door Gisèle Halimi en haar vereniging "*Choisir la cause des femmes*". Ze wordt gedefinieerd als volgt: "*Les termes font sens. Faire choix dans chaque État membre du droit des femmes au niveau le plus élevé et en doter l'Européenne, en un statut unique*".

Zij geeft het volgende aan: "*Il nous faudra convaincre. Convaincre qu'un changement qualitatif de l'Europe adviendrait si cette clause devenait la jauge de la justice et de l'égalité entre femmes et hommes. Nous ferons un bouquet juridique de ces avancées pour l'offrir à chaque Européenne. Parce qu'elle est une citoyenne à part entière*".

Unifier, harmoniser par le haut la condition des Européennes en les faisant bénéficier, dans tous les domaines, du droit le plus évolué et le plus respectueux de leur liberté pratiqué dans chaque pays d'Europe, c'est l'objectif que se donnent les auteurs du présent texte.

Parce que rien n'est jamais acquis, et surtout pas l'égalité homme-femme, le combat des femmes doit continuer.

Colette BURGEON (PS)  
Philippe BLANCHART (PS)  
Özlem ÖZEN (PS)  
Marie-Claire LAMBERT (PS)

De indieners van deze tekst willen de situatie van de Europese vrouw harmoniseren op het hoogste niveau door op alle denkbare vlakken te kiezen voor de wetgeving van alle Europese landen die het meest ontwikkeld is en de vrouwen de meeste vrijheid biedt.

Omdat niets ooit definitief verworven is, en zeker niet de gendergelijkheid, moet de strijd van de vrouwen worden voortgezet.

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

---

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'article 8 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui précise que l'Union a pour mission de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes;

B. vu l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union, indiquant que l'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération;

C. vu la politique communautaire en matière d'égalité entre les hommes et les femmes visant à contribuer à éliminer l'inégalité entre les sexes et à promouvoir l'égalité homme-femme dans tous les domaines au sein de l'Union européenne;

D. vu l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950;

E. vu la Convention du 18 décembre 1979 de l'Organisation des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son protocole;

F. vu le programme d'action de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing en septembre 1995, au travers duquel les gouvernements se sont engagés à veiller à ce que le souci d'équité entre les sexes imprègne toutes les politiques et tous leurs programmes;

G. considérant que, malgré les instruments juridiques européens et internationaux, il reste encore de nombreuses inégalités, injustices et sexisme à l'encontre des femmes, dans tous les secteurs de notre société;

H. considérant de surcroît que, si la situation des femmes s'est améliorée dans certains États membres de l'Union européenne, d'autres, en revanche, connaissent actuellement la régression, voire la négation des droits fondamentaux des femmes;

I. constatant que, sur les 202 membres de la Convention qui a préparé le projet de traité constitutionnel européen, il n'y a eu que 17 femmes, ce qui illustre une forte carence démocratique;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

---

DE KAMER VAN VOLKSVTEGENWOORDIGERS,

A. wijst op artikel 8 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarin staat dat de Unie de gelijkheid van mannen en vrouwen moet bevorderen;

B. verwijst naar artikel 23 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, waarin wordt bepaald dat de gelijkheid van mannen en vrouwen moet worden gewaarborgd op alle gebieden, met inbegrip van werkgelegenheid, beroep en beloning;

C. attendeert op het gemeenschapsbeleid inzake gelijkheid van mannen en vrouwen, dat ertoe strekt de ongelijkheid tussen de geslachten weg te werken en de gelijkheid van mannen en vrouwen op alle vlakken in de Europese Unie te bevorderen;

D. houdt rekening met artikel 14 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950;

E. is zich bewust van het Verdrag van 18 december 1979 van de Verenigde Naties inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen en het daarbij horende protocol;

F. attendeert op het actieprogramma van de Vierde wereldconferentie over vrouwen, die is gehouden in Peking in september 1995, waarbij de regeringen zich ertoe hebben verbonden in hun beleid en hun programma's steeds te streven naar billijke verhoudingen tussen de geslachten;

G. geeft aan dat vrouwen, ondanks alle bestaande Europese en internationale rechtsinstrumenten, nog steeds het slachtoffer zijn van ongelijkheid, onrecht en seksisme in alle sectoren van onze samenleving;

H. is zich ervan bewust dat de situatie van vrouwen er in bepaalde lidstaten van de Europese Unie weliswaar is op vooruitgegaan, maar dat in andere lidstaten de fundamentele rechten van de vrouwen nu minder worden erkend dan vroeger, en soms zelfs worden geschonden;

I. stelt vast dat slechts 17 van de 202 leden van de Conventie die het Ontwerpverdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa heeft voorbereid, vrouwen waren, wat op een duidelijk democratisch deficit wijst;

J. considérant que la cause des femmes doit passer par une harmonisation par le haut des législations sur l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que sur les droits particuliers des femmes, notamment en matière de santé reproductive;

K. considérant que chaque avancée des femmes fait avancer la société toute entière;

**DEMANDE AU GOUVERNEMENT:**

1. de charger l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de rassembler l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires belges concernant le statut, au sens large, de la femme;

2. par le biais des institutions européennes, de confier à l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes la réalisation d'une étude visant à analyser et à répertorier les dispositions législatives et réglementaires des États membres les plus élevées et les plus progressistes à l'égard des femmes;

3. d'intervenir, tant auprès de la Commission européenne que des ministres en charge de l'égalité entre les hommes et les femmes, en faveur de l'introduction de la "clause de l'Européenne la plus favorisée" permettant une harmonisation vers le haut des droits des femmes en un statut unique;

4. de sensibiliser les États membres sur la nécessité d'associer davantage les femmes dans la construction européenne;

5. d'intervenir auprès de la Commission européenne sur la nécessité de rendre opérationnel le plus rapidement possible l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes;

6. d'insister auprès du Parlement européen, afin qu'il adopte une proposition de résolution invitant la Commission européenne à mettre sur pied cette clause de l'Européenne la plus favorisée.

23 août 2010

Colette BURGEON (PS)  
Philippe BLANCHART (PS)  
Özlem ÖZEN (PS)  
Marie-Claire LAMBERT (PS)

J. houdt er rekening mee dat de rechten van de vrouw moeten worden verdedigd door een harmonisering op het hoogst mogelijke niveau van de wetgevingen inzake de gelijkheid van mannen en vrouwen, alsook inzake de specifieke rechten van de vrouwen, met name wat hun reproductive gezondheid betreft;

K. geeft aan dat elke vooruitgang voor de vrouwen een vooruitgang betekent voor de hele samenleving;

**VERZOEKTE DE REGERING:**

1. het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen te gelasten een overzicht te maken van de Belgische wet- en regelgeving betreffende het statuut van de vrouw in de ruime zin van het woord;

2. via de Europese instellingen het Europees Instituut voor gendergelijkheid een studie te laten uitvoeren, die ertoe strekt een analyse en een lijst te maken van de meest vooruitstrevende en vrouwvriendelijke wet- en regelgeving van de lidstaten;

3. zowel bij de Europese Commissie als bij de ministers die bevoegd zijn voor de gendergelijkheid, te pleiten voor het instellen van een meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw, om te komen tot een eenvormig statuut dat de harmonisering van de rechten van de vrouw op het hoogst mogelijke niveau kan bewerkstelligen;

4. de lidstaten erop te wijzen dat bij de opbouw van Europa meer vrouwen moeten worden betrokken;

5. er de Europese Commissie op te wijzen dat het Europees Instituut voor gendergelijkheid zo snel mogelijk operationeel moet worden;

6. bij het Europees Parlement aan te dringen op de goedkeuring van een voorstel van resolutie, waarin de Europese Commissie wordt gevraagd een meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw uit te werken.

23 augustus 2010